Titre

CRD Lyon, 24 nov. 2021

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 24 NOVEMBRE 2021

Sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER,

Le Conseil de Discipline —section n° 1 est ainsi composé :
Madame le Bâtonnier Dalila BERENGER Monsieur le Bâtonnier Frédéric MORTIMORE
Maîtres Karine THIEBAULT, Xavier BLUNAT, Sébastien THEVENET,
Anne BERNADAC.

AVOCAT MIS EN CAUSE : - Maître X , Avocat au Barreau de Lyon

PROCEDURE :

Par courrier en date du 21 avril 2021, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de LYON a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X , Avocat inscrit au Barreau de LYON.

Par délibération du 28 avril 2021, le Conseil de l'Ordre du Barreau de LYON a désigné Maître Sofia SOULA-MICHAL pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Maître Sofia SOULA-MICHAL a déposé son rapport en date du 26 août 2021.

Maître X a été convoqué par citation d'huissier délivrée en date du 4 octobre 2021, à comparaître devant la section n° 1 du Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon du mercredi 13 octobre 2021 à 15 h 30.

A l'audience du 13 octobre 2021 Maître X est présent, non assisté. Monsieur le Bâtonnier Serge DEYGAS est présent en sa qualité d'organe de poursuites.

Avant l'ouverture des débats, Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER rappelle que conformément à un usage en vigueur devant le Conseil de Discipline, usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la présence d'une salariée de l'Ordre, en la personne de Madame Cécile DUPARC, faisant fonction de greffière d'audience, est prévue, étant précisé qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Maître X accepte la présence de Madame Cécile DUPARC.

Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER fait un rappel du dossier, objet de la poursuite, puis donne la parole à Maître X .

Monsieur le Bâtonnier Serge DEYGAS est entendu en ses réquisitions.

Il sollicite une peine d'interdiction temporaire d'exercice de deux mois avec sursis à l'encontre de Maître X

Maître X a la parole en dernier.

Puis l'affaire a été mise en délibéré au 24 novembre 2021.

Maitre X , Monsieur le Bâtonnier Serge DEYGAS et Madame Cécile DUPARC se retirent.

SUR QUOI,

1- SUR LES FAITS

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon a fait citer Maître X pour s'être rendu coupable de faits d'outrages envers un fonctionnaire de Police chargé d'une mission de service public, fait constitutif d'un manquement aux principes essentiels de la profession d'Avocat et plus spécialement aux principes de dignité, de probité, d'honneur et de délicatesse, faits qui ont donné lieu à une condamnation pénale dans le cadre d'une procédure sur reconnaissance préalable de culpabilité puisque, par décision du 8 janvier 2021, Maître X a été condamné à une peine d'amende délictuelle de 300 Euros, à l'obligation d'accomplir un stage de citoyenneté et à indemniser sa victime à hauteur de 400 Euros en réparation du préjudice moral subi.

Maître X a été interpellé devant le Commissariat de Police du 2ème arrondissement de LYON le 12 juin 2020 à 21h55 après avoir dégradé un véhicule banalisé stationné sur les emplacements réservés à la Police.

Après avoir interpellé Maître X , et relevant qu'il présentait les signes caractéristiques de l'ivresse (yeux brillants, haleine sentant fortement l'alcool et propos incohérents), les policiers l'ont placé en garde à vue à l'Hôtel de Police Marius Berliet.

C'est au cours des opérations de fouille que Maître X a déclaré à un premier fonctionnaire de police «Je ne peux pas être touché par un noir » et à un second fonctionnaire de police « Toi tu as une tête de juif ».

Passée la période de dégrisement, Maître X a refusé de présenter ses excuses, au motif qu'il ne pensait pas ce qu'il avait dit.

Dans le cadre de l'instruction contradictoire, Maître X a reconnu que le 12 juin 2020 il avait consommé une grande quantité d'alcool à compter de la mi-journée et qu'il avait tenu des propos à un adjoint en formation qu'il regrettait et pour lesquels il avait été poursuivi.

Il a confirmé qu'il ne tenait pas habituellement de tels propos, que le lendemain il avait eu honte de lui et avait demandé à pouvoir présenter des excuses à la personne concernée.

Maître X a également confirmé qu'il rencontrait, depuis 2006, d'importantes difficultés avec l'alcool, qu'il avait tenté à deux reprises des cures de désintoxication qui avaient échoué à chaque fois.

Il ajoute qu'il est toujours suivi médicalement pour son addiction.

En conclusion de son audition par le rapporteur, Maître X , qui a confirmé comprendre pourquoi il faisait l'objet de poursuites disciplinaires, a confirmé regretter tout ce qui s'était passé, soulignant que cela lui avait servi de leçon.

A l'audience, Maître X a toutefois adopté une attitude totalement à l'opposé de celle qui a été la sienne durant son audition par le rapporteur.

Ainsi, Maître X a refusé de s'expliquer devant le Conseil Régional de

Discipline sur l'objet de la poursuite, considérant qu'il était inutile de revenir sur les faits déjà présentés par Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER, sur lesquels il s'est déjà expliqué tant devant le Tribunal que devant l'instructeur.

Les membres du Conseil Régional de Discipline ont alors cherché à interroger Maître X tant sur les faits objet de la poursuite disciplinaire que sur son addiction, mais ce dernier a adopté une attitude globale d'obstruction répondant de manière évasive voire provocatrice.

2- SUR LA PEINE

Maître X a, tant devant la Tribunal qu'au cours de l'instruction de la procédure disciplinaire, reconnu les faits reprochés et a paru avoir exprimé des regrets sincères sur leur gravité.

Il ressort de la lecture des éléments de procédure que Maître X, par son attitude et les propos tenus le 12 juin 2020, a commis des manquements aux principes de dignité, de probité, d'honneur et de délicatesse qui fondent le serment de l'Avocat.

Il convient de tenir compte du fait que, sur le plan ordinal, Maître X, qui a prêté serment en décembre 1999, a été collaborateur au sein du cabinet de Maître Patricia SEIGLE jusqu'en juillet 2019 puis a intégré le cabinet AGUERA & Associés, n'est pas connu des services de l'Ordre et n'a jamais fait l'objet d'incident professionnel quelconque depuis le début de son exercice.

Il doit également être pris en considération les difficultés d'ordre personnel que Maître X connaît depuis plusieurs années maintenant et pour lesquelles il est suivi sur le plan médical.

Il doit être également tenu compte de son attitude parfois provocatrice au cours de l'audience devant le Conseil Régional de Discipline, qu'il a au demeurant quitté sur ces mots : « J'espère que comme aux USA, je vais être acquitté par un jury blanc ».

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de LYON décide de prononcer à l'encontre de

Maître X une peine d'interdiction d'exercer d'UN MOIS, assortie du sursis.

EN CONSEQUENCE ET CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 191 DU DECRET N° 91-1197 DU 27 NOVEMBRE 1991, LE PRESIDENT DU CONSEIL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON :

- Vu l'article 3 du Décret n°2005-790 du 12 Juillet 2005,
- Vu les articles 1.3 et 1.4 du RIN
- Vu les articles 183 et 184 du Décret n°91-1197 du 27 Novembre 1991,
Vu les pièces cotées du dossier,

- Retient comme constitué l'ensemble des faits reprochés à Maître X ,

- Dit que ces faits constituent une atteinte aux principes de dignité, de probité, d'honneur et de délicatesse,

- Prononce à l'encontre de Maître X la peine d'UN MOIS de suspension de l'exercice de la profession d'avocat, peine entièrement assortie d'un sursis,

A Lyon, le 24 novembre 2021

Le Président de section
Monsieur le Bâtonnier Philippe MEYSONNIER
Le secrétaire section
Maître Karine THIEBAULT

Décision notifiée à Maître X, à Madame la Procureure Générale et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître X, à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon ainsi qu'à Madame la Procureure Générale que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.